



# La dernière frontière de l'huile de palme

Comment l'expansion des plantations industrielles  
menace les forêts tropicales en Afrique

[greenpeace.org](http://greenpeace.org)

GREENPEACE

Des forêts et des communautés

# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>L'huile de palme dans le monde</b>	<b>4</b>
<b>L'huile de palme en Afrique</b>	<b>9</b>
<b>Étude de cas : Herakles Farms, Cameroun</b>	<b>14</b>
<b>Étude de cas : Olam, Gabon</b>	<b>16</b>
<b>Étude de cas : Sime Darby, Liberia</b>	<b>18</b>
<b>Étude de cas : Golden Veroleum, Liberia</b>	<b>20</b>
<b>Conclusion</b>	<b>22</b>
<b>Appendice 1</b>	<b>23</b>
<b>Notes de fin</b>	<b>27</b>

**Pour plus d'informations :**  
pressdesk.int@greenpeace.org

**Maquette :**  
ARC Communications

**Image de couverture :**  
©Jan-Joseph Stock / Greenpeace,  
Vue de la plantation de palmier à huile  
PAMOL près de la ville de Mundemba,  
Cameroun

JN 430

Élaboré en septembre 2012  
par Greenpeace International

Publié par :  
**Greenpeace International**  
Ottho Heldringstraat 5  
1066 AZ Amsterdam  
The Netherlands  
Tel: +31 20 7182000

[greenpeace.org](http://greenpeace.org)

# Résumé

L'huile de palme est l'huile alimentaire la moins chère au monde, et aussi l'une des plus consommées. Tandis que la demande mondiale ne cesse de croître, les producteurs et les investisseurs cherchent toujours plus de terres pour y cultiver le palmier à huile.

Correctement menée et gérée, la production d'huile de palme peut bénéficier aux populations des pays en développement en apportant des revenus durables. Rappelons que parmi toutes les plantes oléagineuses, le palmier à huile possède le plus fort rendement en huile par hectare, et devrait donc en théorie nécessiter moins de terres.

En revanche, l'expansion incontrôlée de la culture industrielle à grande échelle du palmier à huile peut non seulement s'avérer catastrophique pour l'environnement, mais elle risque aussi d'aggraver les problèmes sociaux et économiques en Afrique. Certaines de ces acquisitions de terres mettent en péril les forêts, les écosystèmes et le climat, et menacent les moyens de subsistance des personnes qui dépendent de ces territoires. En Asie du Sud-Est, les répercussions désastreuses sur l'environnement local et le climat mondial de la conversion massive de forêts et de tourbières en plantations de palmiers à huile ont déjà été largement documentées<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, les pays d'Afrique vivent un moment décisif. Soit ils choisissent de laisser les compagnies s'étendre sur leurs terres et dans leurs forêts dans la poursuite illusoire de profits à court terme. Soit les gouvernements et les populations choisissent la voie d'un développement durable en donnant la priorité à la protection de leurs ressources naturelles et de leurs moyens de subsistance. Ce qui nécessite des plans clairs et efficaces d'affectation des terres, ainsi que des mesures de sauvegarde fortes, qui leur permettront d'assurer un système juste et durable, dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

Les gouvernements, les institutions financières et les entreprises ont tous la responsabilité d'élaborer, de mettre en œuvre et de respecter des mesures de protection environnementale et sociale pour que l'Afrique puisse tourner le dos à une conversion agricole destructrice et entrer dans une ère d'économie verte.

# Introduction

## Engager l'Afrique vers une économie verte

Depuis quelques années, les grands investisseurs et producteurs d'huile de palme du monde entier dirigent leur attention sur le continent africain – que certains experts ont appelé la « dernière frontière » de l'agriculture industrielle – et cherchent à y acquérir des terres pour développer la culture du palmier à huile. Ce rapport décrit l'expansion de l'industrie de l'huile de palme en Afrique centrale et occidentale, illustrée par une série de projets de grandes plantations.

Plusieurs entreprises ont déjà obtenu un grand nombre de concessions dans divers pays d'Afrique. Or la plupart de ces projets menacent des zones forestières exceptionnelles, y compris dans le bassin du Congo, où se trouve la deuxième plus grande forêt tropicale au monde.

Culture traditionnelle historique, la production d'huile de palme en Afrique continue de jouer un rôle à la fois central et symbolique dans la vie des populations et dans les économies locales. Mais la soudaine vague d'acquisitions et d'investissements par les entreprises d'huile de palme dans de grands projets de monoculture en Afrique centrale et occidentale (qui reposent souvent sur des accords opaques) risque fort de générer une déforestation massive, une accélération du changement climatique, ainsi que des

abus sociaux et la perte de terres cultivables pour les communautés locales.

D'une part, les investisseurs doivent agir de façon beaucoup plus responsable. D'autre part, il faut définir et promouvoir des stratégies alternatives de développement, qui visent à protéger les ressources naturelles et à renforcer les moyens de subsistance des populations locales.

Produite dans des systèmes agro-forestiers bien gérés et diversifiés, l'huile de palme contribuerait non seulement à assurer la sécurité alimentaire de millions d'Africains, à apporter un revenu aux populations et à développer les économies locales, mais aussi à protéger les dernières forêts tropicales qui subsistent. En outre, un tel mode de production agricole, plus diversifiée et davantage résiliente, contribuerait à compenser les conséquences du changement climatique.<sup>2</sup>

**Travailleur dans une huilerie artisanale, près de Mundemba (Cameroun). Les producteurs sont de plus en plus nombreux à ne plus vendre leurs récoltes à la PAMOL (grande entreprise contrôlée majoritairement par l'État camerounais) mais à des huileries artisanales. Certaines, comme celle-ci, ont une production importante.**



© JAN-JOSEPH STOK / GREENPEACE

# L'huile de palme dans le monde

## Un secteur en plein boom

Le palmier à huile (*Elaeis guineensis*.) est utilisé depuis des siècles par les populations en Afrique. Ses cendres s'utilisent comme engrais et ses racines comme médicament, son tronc sert à construire des maisons et ses feuilles à confectionner des toitures. Et, bien sûr, ses fruits servent à produire l'huile de palme, qui entre dans la composition de produits aussi divers que des sauces, du savon ou des agrocarburants.

Le palmier à huile possède un rendement en huile par hectare plus élevé que tout autre oléagineux. Entre 2001 et 2006, le rendement mondial moyen cumulé de l'huile de palme et de palmiste était de 4,2 tonnes par hectare et par an, contre 0,4 tonnes pour l'huile de soja et 0,6 pour l'huile de colza.<sup>3</sup> Aussi assiste-t-on actuellement à une montée en flèche de la production industrielle d'huile de palme : à l'échelle mondiale, elle a augmenté en moyenne de 2,5 millions de tonnes par an depuis 10 ans<sup>4</sup>, pour atteindre 50,5 millions de tonnes en 2011.<sup>5</sup>

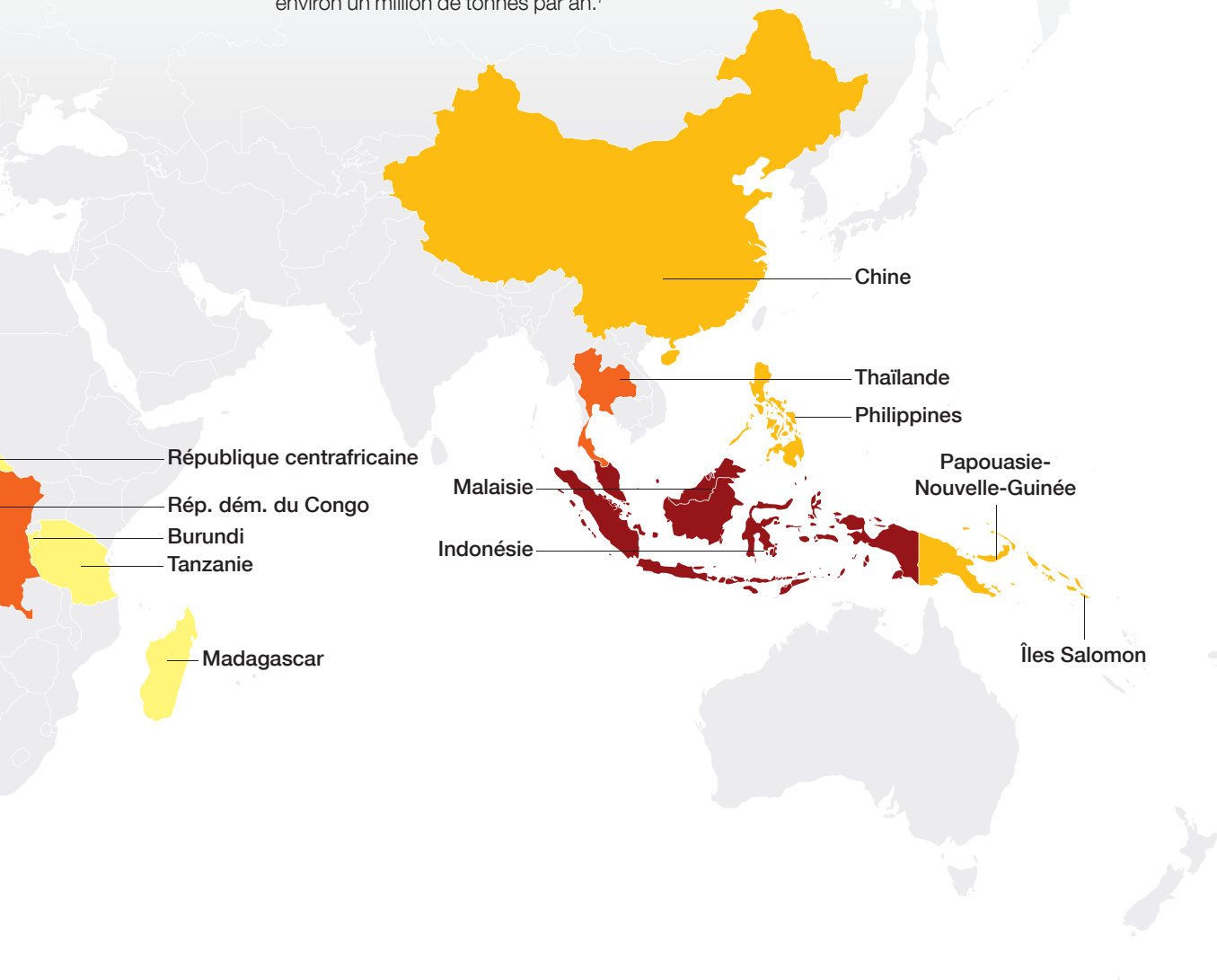
Figure 1

Etendue de la culture de palmier à huile dans 43 pays producteurs d'huile de palme en 2006



Source : Carte produite à partir de données de la FAO, reproduite d'après Koh, L.P. & Wilcove, D.S. (2008) Is oil palm agriculture really destroying tropical biodiversity? Conservation Letters xx (2008) 1-5, doi: 10.1111/j.1755-263X.2008.00011.x

La demande vient principalement des puissances économiques en plein boom que sont la Chine et l'Inde. Côté offre, l'Inde ne produit de l'huile de palme que de façon marginale. Ni la Chine ni l'Union Européenne ne cultivent le palmier à huile, la vaste majorité de la demande mondiale est satisfaite par la Malaisie et l'Indonésie, qui en ont produit au total 43 millions de tonnes en 2011.<sup>6</sup> Une poignée d'autres pays en produisent environ un million de tonnes par an.<sup>7</sup>



En Afrique, continent sur lequel les entreprises qui développent des plantations de palmier à huile se focalisent aujourd'hui, seul le Nigeria génère des quantités significatives d'huile de palme, avec environ 930 000 tonnes par an.<sup>8</sup>

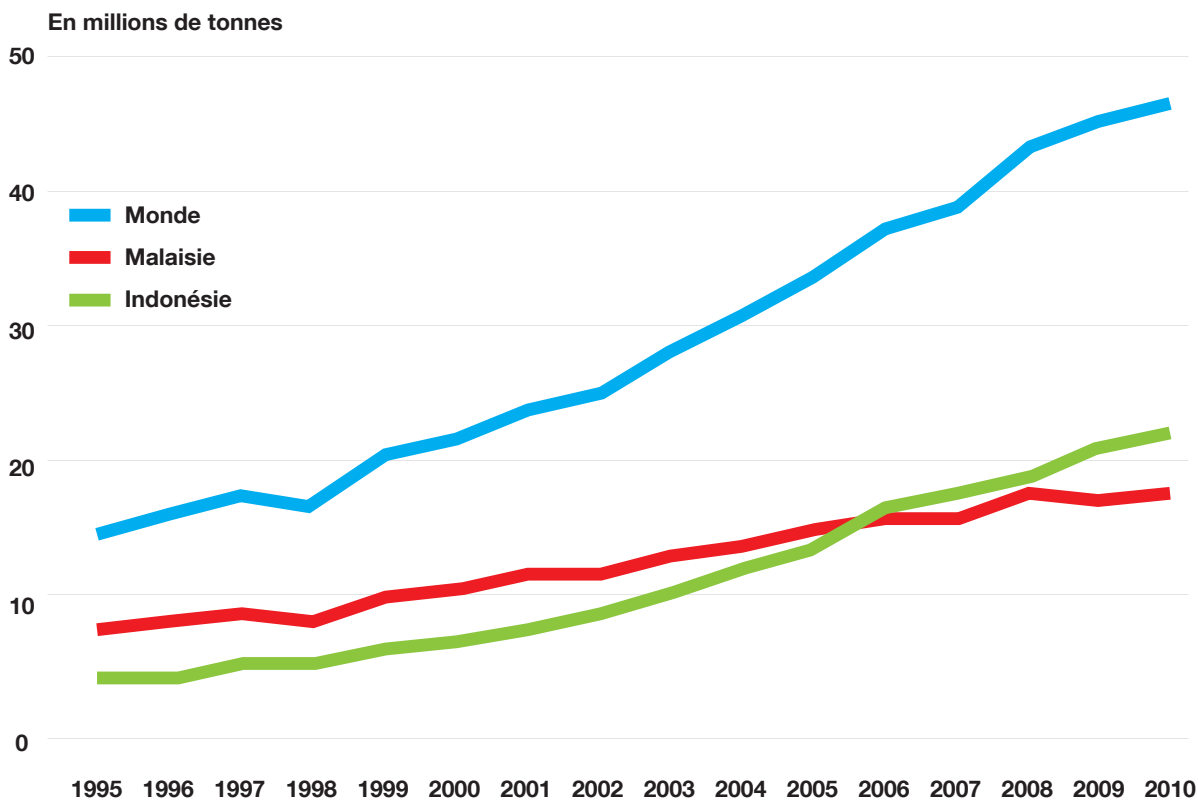
Dans les conditions actuelles du marché, la demande mondiale excède l'offre, et elle ne montre aucun signe d'essoufflement. Certains experts estiment même que d'ici 2015, il faudra produire jusqu'à 63 millions de tonnes d'huile de palme par an, soit une augmentation de 20 millions de tonnes par rapport à la période 2007-2008.<sup>9</sup>

Cette demande tient en grande partie à notre consommation croissante d'agrocarburants. A elle seule, l'Europe aura besoin de plus d'un cinquième de la production actuelle mondiale d'huiles végétales pour remplacer 10 % de la demande en carburant d'origine fossile pour le transport routier d'ici 2020, conformément à une directive européenne de 2009.<sup>10</sup>

La production d'agrocarburants exerce une forte pression sur les terres agricoles, ce qui peut mener directement ou indirectement à la destruction d'écosystèmes naturels comme les forêts tropicales. Elle menace aussi la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de nombreuses populations.

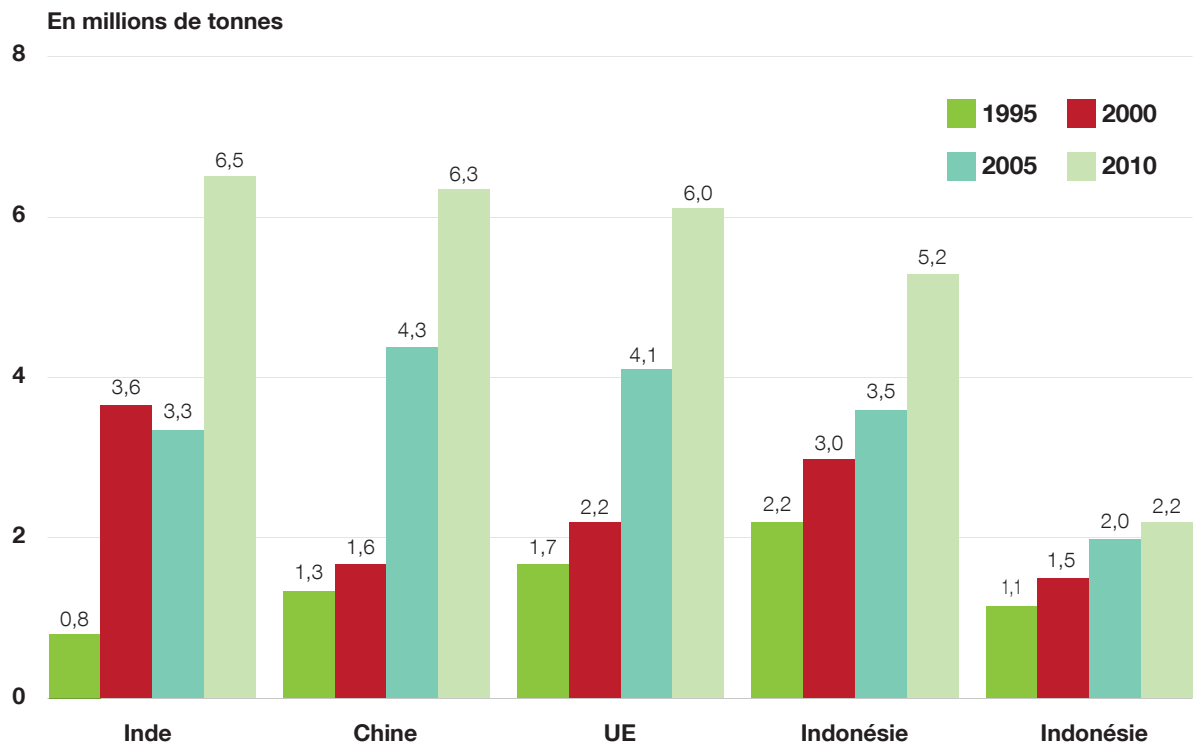
**Figure 2**

**Production mondiale et principaux producteurs d'huile de palme et d'huile de palmiste**



Source : ISTA, EUROSTAT, Product Board MVO 2010 as presented in MVO (2010)  
Fact sheet Palm Oil, Productschap Margarine, Vetten en Oliën, November 2011

**Figure 3**  
Consommation globale et principaux utilisateurs d'huile de palme (1995-2010)



Source : ISTA, EUROSTAT, Product Board MVO 2010 as presented in MVO (2010)  
Fact sheet Palm Oil, Productschap Margarine, Vetten en Oliën, November 2011

## La RSPO – Une solution imparfaite

Créée en 2004, la Roundtable for Sustainable Palm Oil (RSPO, Table ronde pour une huile de palme durable) a pour objectif de promouvoir l'utilisation de produits à base d'huile de palme durable, et ce grâce à des standards mondiaux crédibles et à l'engagement des acteurs du secteur.

Greenpeace, qui n'est pas membre de la RSPO, a activement mené campagne au cours des dernières années pour un renforcement de ses standards. Car en l'état actuel des choses, ceux-ci sont insuffisants pour que l'on puisse dire de l'huile certifiée RSPO qu'elle est véritablement « durable ».

La RSPO repose sur le concept de High Conservation Value Areas (HCVA, zones « à haute valeur de conservation »), qui ne protège qu'une partie des zones forestières. Aussi n'est-elle pas parvenue à empêcher le défrichage de forêts et le drainage de tourbières riches en carbone. L'appartenance à la RSPO ou la certification ne garantissent donc pas que le lien entre une entreprise qui produit de l'huile de palme et la déforestation soit éliminé.

La RSPO doit donc renforcer ses standards, en particulier en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre et la protection des tourbières, et continuer le travail entamé afin de mettre en œuvre avec plus de rigueur ses principes et critères. Par ailleurs, l'organisation ne dispose pas d'une procédure de réclamation suffisamment efficace, élément clé de tout système de certification sérieux. Pour l'heure, en l'absence de ces améliorations, la certification RSPO n'est pas un gage suffisant permettant d'affirmer qu'une entreprise est respectueuse de l'environnement.

L'expansion de l'industrie de l'huile de palme en Afrique centrale et occidentale mettra à l'épreuve la RSPO et sa capacité à faire face aux questions sociales et environnementales, ainsi qu'aux conflits fonciers qui ne manqueront pas de se déclarer.

## Asie du Sud-Est – Apprendre des leçons de la déforestation pour l'huile de palme

En Asie du Sud-Est, centre de la production mondiale d'huile de palme, la culture du palmier à huile est une tradition. Les Néerlandais introduirent le palmier à huile en Indonésie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>, et la Malaisie s'est lancée dans la production dès les années 1910 et l'a ensuite développée dans les années 60<sup>12</sup> pour lutter contre la pauvreté. Malgré des conditions moins favorables (un taux d'humidité plus faible et des terres moins fertiles), la Thaïlande a établi les premières plantations à la fin des années 70, et plus récemment, une large part de sa production a été orientée vers les agrocarburants<sup>13</sup>.

Selon un rapport de 2007 du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, la culture du palmier à huile est la première cause de déforestation en Indonésie et en Malaisie.<sup>14</sup>

En Indonésie, premier pays producteur mondial d'huile de palme<sup>15</sup>, les forêts tropicales et les tourbières riches en carbone ont été détruites au rythme annuel de 1,1 million d'hectares entre 2000 et 2005<sup>16</sup>, destruction qui met en danger diverses espèces, notamment le tigre de Sumatra et l'orang-outan. Du fait de cette rapide expansion, l'Indonésie est devenue le troisième plus grand émetteur de gaz à effet de serre de la planète.<sup>17</sup> Par ailleurs, dans de nombreux cas, des communautés locales et peuples indigènes, ont été expulsés de leurs terres. L'organisation indonésienne Sawit Watch gère actuellement 660 litiges fonciers.<sup>18</sup>

En mai 2011, le gouvernement d'Indonésie a établi un moratoire de deux ans sur les nouvelles autorisations de conversion de forêts tropicales et de tourbières, y compris pour les plantations de palmiers à huile et la production de pâte à papier.<sup>19</sup> En 2011, Golden Agri Resource (GAR), un des plus grands producteurs d'huile de palme au monde, s'est engagé à ne plus détruire de zones forestières qui stockent d'importantes réserves de carbone (appelées « high carbon stock », HCS), et s'est réengagé à ne pas détruire de tourbières ni de forêts à haute valeur de conservation.<sup>20</sup>

Même si ces progrès sont encourageants, le moratoire est restreint aux zones de forêt primaire et aux tourbières qui se trouvent à l'extérieur des concessions actuelles. Aussi, selon les calculs des analystes de Greenpeace, dans son état actuel, le moratoire ne constitue qu'une faible protection pour les forêts et les tourbières d'Indonésie.



Fermier récoltant les fruits du palmier à huile au Cameroun. Ce cultivateur est propriétaire de la terre qu'il exploite et travaille à son compte.



## L'huile de palme en Afrique

Originaire de l'ouest et du centre de l'Afrique, le palmier à huile est au cœur des traditions et de la vie des populations dans les zones où il pousse naturellement. Bien qu'en étant le berceau originel, le continent africain ne fait pas partie à l'heure actuelle des grands producteurs mondiaux d'huile de palme.<sup>21</sup>

Mais cela n'a pas toujours été le cas. Dans les années 1960, l'Afrique centrale et occidentale constituait le cœur du marché international de l'huile de palme. A l'époque, le Nigeria assurait 43 % de la production mondiale.<sup>22</sup>

A l'heure actuelle, avec un peu moins de 2 % de la production mondiale, il reste néanmoins le premier pays producteur en Afrique.<sup>23</sup>

La colonisation européenne a joué un rôle de catalyseur dans l'introduction et le développement de grandes plantations en Afrique, le plus souvent, à la suite d'expropriations forcées. Plus tard, avec les indépendances, beaucoup de ces plantations ont été nationalisées, jusqu'à l'intervention de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international dans les années 1990.<sup>24</sup> Avec les politiques d'ajustement structurelles, elles ont de nouveau été privatisées et sont repassées dans beaucoup de cas dans les mains de propriétaires étrangers.<sup>25</sup>

Outre les systèmes de culture centralisés mis en place par les entreprises et les gouvernements, des méthodes traditionnelles de culture du palmier à huile perdurent. Elles consistent à récolter les fruits de palmeraies naturelles ou semi-naturelles et à en extraire de l'huile manuellement ou au moyen de presses artisanales.

### Ampleur et dangers de l'accaparement des terres

On peut considérer qu'une grande partie des concessions accordées à des entrepreneurs étrangers en Afrique centrale et occidentale relève de la nouvelle tendance mondiale actuelle d'accaparement des terres compte tenu de la nature contestable de nombreux accords qui ne reflètent pas des procédures transparentes d'acquisition des terres.

L'ONG GRAIN a récemment mené une étude sur toutes les acquisitions de terres réalisées par des investisseurs étrangers depuis 2006. Selon celle-ci, l'Afrique est la première cible d'une vague d'accaparement des terres et les investisseurs européens et asiatiques se trouvent derrière deux tiers de ces acquisitions.<sup>26</sup>

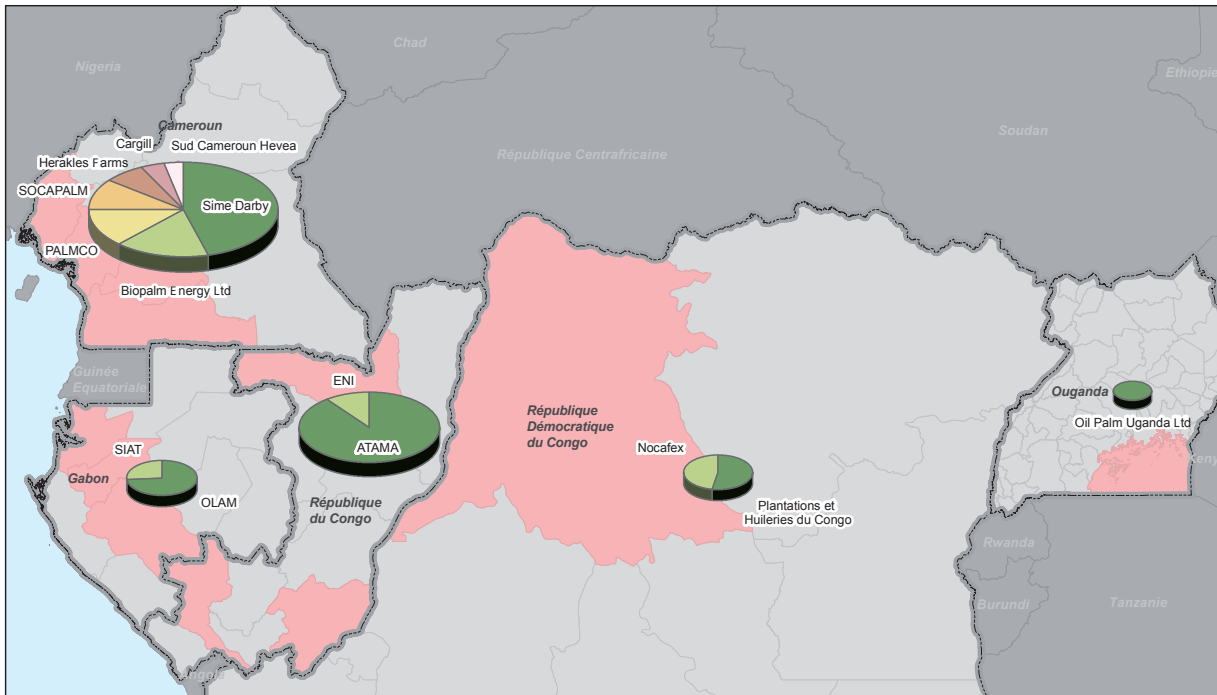
Selon un autre rapport, depuis l'an 2000, les accords conclus en Afrique subsaharienne concernent 56,2 millions d'hectares.<sup>27</sup>

Par ailleurs, de récentes recherches de Greenpeace International ont montré que plus de 2,6 millions d'hectares répartis dans dix pays d'Afrique centrale et occidentale étaient soit destinés, soit déjà attribués à des projets de grandes plantations de palmiers à huile (voir en annexe).

La majeure partie de ces projets touche au moins en partie des zones forestières, comme le montrent les cartes des études de cas ci-dessous, et beaucoup se heurtent déjà à la résistance des communautés locales.<sup>28</sup>

Parmi les récentes acquisitions de terres, une des plus significatives a eu lieu au Cameroun, où la société américaine Herakles Farms développe un projet extrêmement contesté concernant au total quelques 70 000 hectares. Ce projet affectera la vie de dizaines de milliers de personnes et pourrait engendrer la destruction de forêts naturelles situées entre cinq zones protégées, dans l'une des régions d'Afrique les plus sensibles sur le plan écologique.

## Une partie des projets de plantation de palmier à huile annoncés (2012)



Provinces affectées par les projets de plantation de palmier à huile



100 000 ha

Proportion de chaque projet de plantation par pays. La taille du cercle se rapporte à la surface totale de l'ensemble des projets de plantation de palmier à huile dans chaque pays



GREENPEACE

## La déforestation massive, un danger pour les populations et le climat

Les forêts sont des systèmes écologiques essentiels pour la vie sur Terre. Elles abritent plus de la moitié des espèces végétales et animales terrestres, mais aussi des millions de personnes, communautés forestières et peuples indigènes, dont la vie dépend des forêts.<sup>29</sup>

De plus, les forêts régulent les flux d'eau et les pluies – y compris sur des distances intercontinentales. Enfin, elles stabilisent l'atmosphère et le climat en capturant et en stockant de grandes quantités de carbone, ce qui permet aux êtres humains et aux autres espèces de mieux s'adapter aux répercussions du changement climatique.

Dans une plantation indonésienne de palmiers à huile, la quantité de carbone stockée dans la biomasse aérienne est d'environ 39 tonnes par hectare<sup>30</sup> ; dans la forêt tropicale africaine, elle avoisine 150 tonnes par hectare.<sup>31</sup> Si l'on continue à transformer des zones forestières en plantations de palmiers à huile, cela engendrera des émissions massives de CO<sub>2</sub>.

## La question foncière

En Afrique subsaharienne, environ 77 % des terres peuvent être définies comme des terres coutumières.<sup>32</sup> Théoriquement détenues par l'Etat, elles sont exploitées par les populations locales, souvent depuis des générations, mais ces usagers jouissent en réalité de droits très limités sur la terre.

Les négociations entre les gouvernements africains et les investisseurs manquent souvent de transparence. Les populations qui exploitent les terres sont rarement impliquées dans la signature des concessions accordées aux entreprises étrangères pour établir des plantations.<sup>33</sup>

Ce type d'accord sur l'usage des terres a très souvent des conséquences désastreuses pour les populations locales.<sup>34</sup> Pour celles-ci, ne plus avoir accès aux forêts signifie perdre des sources de nourriture, de combustibles, d'eau, ainsi que des terres cultivables et des revenus. Cela revient à dire qu'elles perdent leurs moyens de subsistance. Le développement des plantations engendre également une réduction des surfaces de jachère, ce qui a un impact direct sur la fertilité des sols.


## De fausses promesses de développement économique

Les organismes internationaux, les gouvernements et les investisseurs étrangers affirment que les investissements réalisés dans les terres arables des pays d'Afrique favoriseront le développement économique en apportant des capitaux, des infrastructures et des emplois.<sup>35</sup> En conséquence, on demande aux pays de mettre en place des politiques publiques favorables au marché, afin d'attirer des investissements étrangers directs dans l'agriculture industrielle, y compris dans la culture du palmier à huile. Cependant, les mesures prises pour favoriser ces investissements et leur impact sont souvent critiquables.

L'Oakland Institute a étudié et analysé une trentaine d'accords d'acquisition de terres passés dans sept pays différents, concluant: « Les promesses de développement économique à travers les investissements dans le foncier et l'agriculture sont souvent surestimées. Les investissements de grande échelle dans les terres peuvent certes améliorer certains indicateurs de développement macroéconomique, mais le fait est qu'ils engendrent une fragilisation des ressources publiques, ainsi que des coûts environnementaux et sociaux pour le pays concerné, et la perte de moyens de subsistance et d'opportunités économiques pour la population. »<sup>36</sup>

*« L'analyse de différents aspects économiques liés aux investissements fonciers étrangers démontre que le potentiel de développement économique est, en fait, limité ».*<sup>37</sup>

La location des terres se fait en règle générale à des prix très faibles et génère très peu de bénéfices financiers pour qui que ce soit, particulièrement au niveau local.<sup>38</sup> Par exemple, selon un accord très contesté conclu avec le Cameroun, la société Herakles Farms peut louer des terres à un prix descendant jusqu'à 0,5 dollar américain par hectare, avec une augmentation prévue de 2 % par an.<sup>39</sup>



« C'est une situation perdant-perdant. Le mode de vie des populations locales risque d'être détruit ; tandis que l'importante biodiversité de la région sera mise en grand danger »

Professeur Joshua Linder, Anthropologiste, James Madison University

La pépinière de Fabe, exploitée illégalement par Herakles Farms. Bien qu'un juge ait ordonné l'arrêt de toute activité en août 2011, la SG Sustainable Oil Cameroon (SGSOC), filiale du groupe Herakles, continuait à exploiter de façon illégale la pépinière de Fabe en février 2012, comme on le voit sur cette photo.



# Étude de cas : Herakles Farms, Cameroun

## Un mauvais projet, au mauvais endroit

Pour illustrer les dangers posés par la vague d'acquisitions de terres destinées à des plantations de palmiers à huile en Afrique centrale et occidentale, nul besoin de chercher bien loin : le projet d'Herakles Farms, dans la Région du Sud-Ouest du Cameroun, est un exemple parfait.<sup>40</sup> Selon l'entreprise elle-même, « la majorité de la concession est couverte de forêts secondaires et dégradées ».<sup>41</sup> En réalité, ces forêts ont été identifiées comme vitales pour de nombreuses espèces menacées auxquelles elles servent d'habitat, et constituent un corridor naturel qui relie cinq zones protégées d'une extrême importance.<sup>42</sup>

En septembre 2009, la société américaine Sithe Global Sustainable Oils Cameroon (SGSOC) a signé une convention<sup>43</sup> avec le gouvernement camerounais pour défricher environ 70 000 hectares dans la région du Sud-Ouest. La légalité de cet accord a été mise en cause.<sup>44</sup> Peu de temps après, le projet a été revendu à une autre société américaine, Herakles Capital Corp.<sup>45</sup>, qui entretient des liens avec le géant new-yorkais du capital-investissement Blackstone.<sup>46</sup> Depuis lors, c'est Herakles Farms, une filiale de Herakles Capital, qui développe et gère le projet.<sup>47</sup>

La convention accorde de considérables privilèges à l'entreprise, notamment en l'exemptant partiellement de se conformer au droit national : en cas de conflit entre la convention et le droit national – exception faite de la Constitution –, c'est la convention qui prévaut.<sup>48</sup> Elle définit, de fait, une zone d'extraterritorialité légale pour l'entreprise, où elle primerait sur la législation camerounaise.<sup>49</sup>

La concession se situe au cœur d'une région connue sous le nom de Forêt guinéenne de l'Ouest africain, que l'organisation Conservation International définit comme l'une des 25 zones les plus importantes de la planète en termes de biodiversité (Hotspot).<sup>50</sup>

Herakles affirme qu'aucune plantation ne sera mise en place dans les zones de forêts primaires et les forêts à haute valeur de conservation (HCV)<sup>51</sup>. Or des images satellite indiquent clairement que plus de 70 % de la zone concédée possèdent une densité de couverture forestière comparable à celle du parc national de Korup, qui borde cette zone.<sup>52</sup>

Selon l'étude réalisée par la Ghana Wildlife Society pour le compte d'Herakles, cette zone est principalement

constituée de forêts secondaires dégradées.<sup>53</sup> Or le HCV Resource Network rejette cette étude, qu'elle juge totalement inexacte sur certains points.<sup>54</sup>

La société Herakles a beau assurer qu'elle protégera l'environnement et que le projet constitue un atout du point de vue social<sup>55</sup>, la future plantation suscite de véhémentes critiques et se heurte à l'opposition des habitants de la région et des ONGs.<sup>56</sup> En 2011, une ONG locale a poursuivi SGSOC en justice pour avoir illégalement défriché des forêts dans le but de créer des pépinières de palmiers à huile, et ce avant d'avoir réalisé une évaluation d'impact environnemental et social ou obtenu un Certificat de conformité environnemental du gouvernement camerounais, comme l'exige la loi.<sup>57</sup>

L'entreprise a ignoré une décision du tribunal lui ordonnant de cesser ses activités, ce qui lui a valu une amende.<sup>58</sup> En février 2012, le Centre pour l'environnement et le développement (CED), une des plus importantes ONGs africaines de défense de l'environnement, basée à Yaoundé, a publié un rapport remettant en cause la légalité de la convention signée en 2009 par la SGSOC.<sup>59</sup> Ce rapport met entre autre en évidence le fait que selon une loi de 1976 réglementant l'allocation de terres de l'Etat, un décret présidentiel est nécessaire à l'allocation d'une concession supérieure à 50 hectares, une exigence à laquelle la SGSOC ne s'est visiblement pas conformée.<sup>60</sup>

Comme souvent, ce sont les Camerounais qui risquent de perdre le plus dans ce type d'accaparements de terres. Les habitants de la région ont reçu peu, voire aucune information sur le projet. L'entreprise n'a organisé que des réunions publiques restreintes et n'a pas présenté clairement les impacts potentiels du projet.<sup>61</sup>

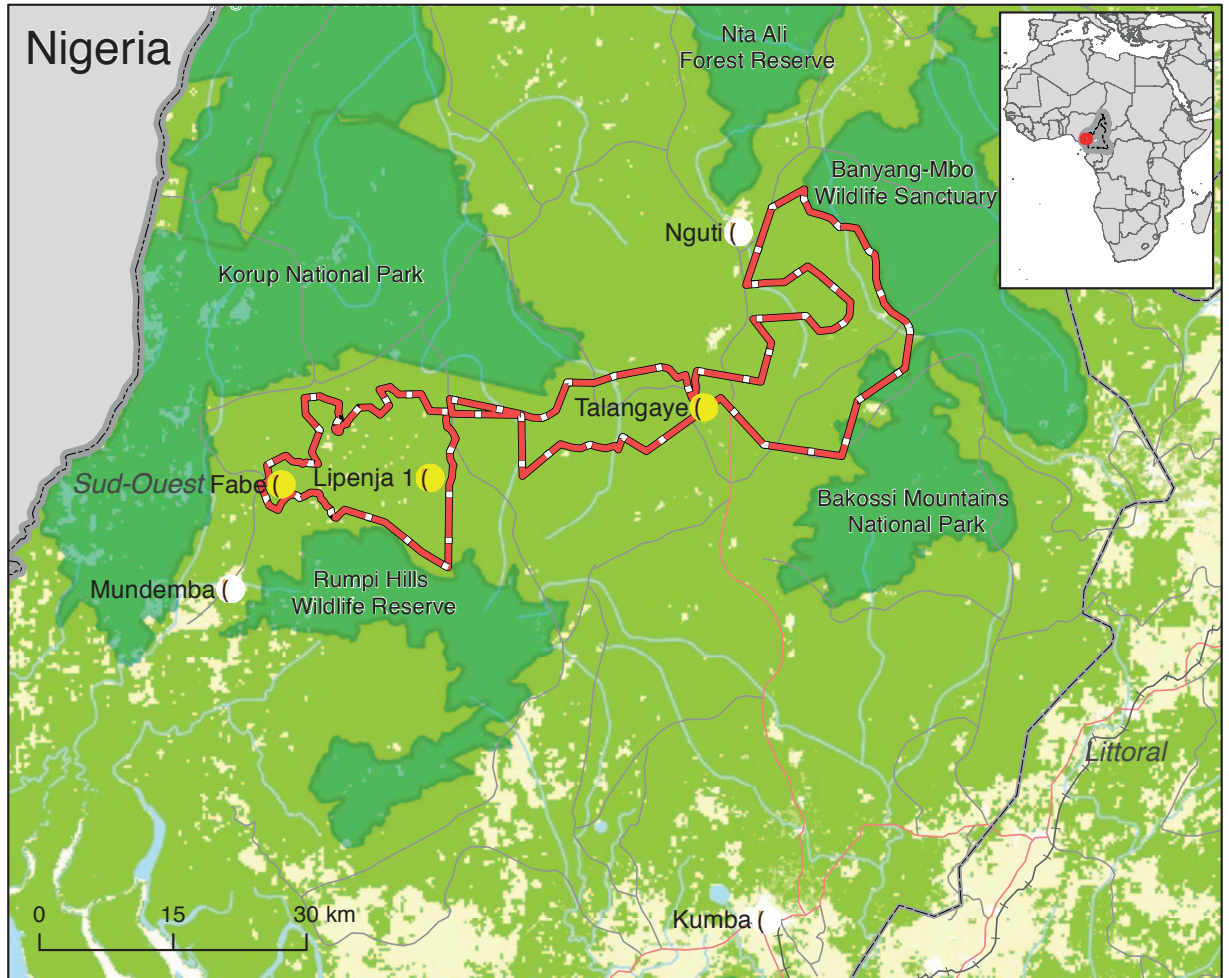
Joshua Linder, professeur d'anthropologie à l'université américaine de James Madison, a consacré une dizaine d'années de travail à cette région : « C'est une situation perdant-perdant. Le mode de vie des populations locales risque d'être détruit ; tandis que l'importante biodiversité de la région sera mise en grand danger ».<sup>62</sup>

Le projet de plantation de palmiers à huile d'Herakles Farms est le mauvais projet au mauvais endroit. Greenpeace fait partie des nombreuses voix à appeler à un arrêt du projet avant qu'il ne soit trop tard, pour les populations comme pour les écosystèmes de cette région du Cameroun.

**Le projet de plantation de palmiers à huile d'Herakles Farms est le mauvais projet au mauvais endroit. Greenpeace fait partie des nombreuses voix à appeler à un arrêt du projet avant qu'il ne soit trop tard, pour les populations comme pour les écosystèmes de cette région du Cameroun.**



## La concession de palmier à huile d'Herakles Farms, dans le Sud-Ouest du Cameroun



### Transports

- +— Voie ferrée
- Route principale
- Route secondaire

- Frontières administratives

### Espaces naturels importants

- Zones protégées

- Pépinières

### Affectation des sols et couvert forestier

- Terres agricoles
- Forêts ouvertes (densité de la canopée : 20 - 40%)
- Forêts denses (densité de la canopée supérieure à 40%)

- Projet de concession de palmier à huile

Source : Modis Vegetation Continues Fields (Hansen, 2003) and GlobCover project (ESA, 2008)

Note : les limites de la concession sont indiquées à titre indicatif, basées sur différentes informations collectées par Greenpeace

## Étude de cas : Olam, Gabon

---

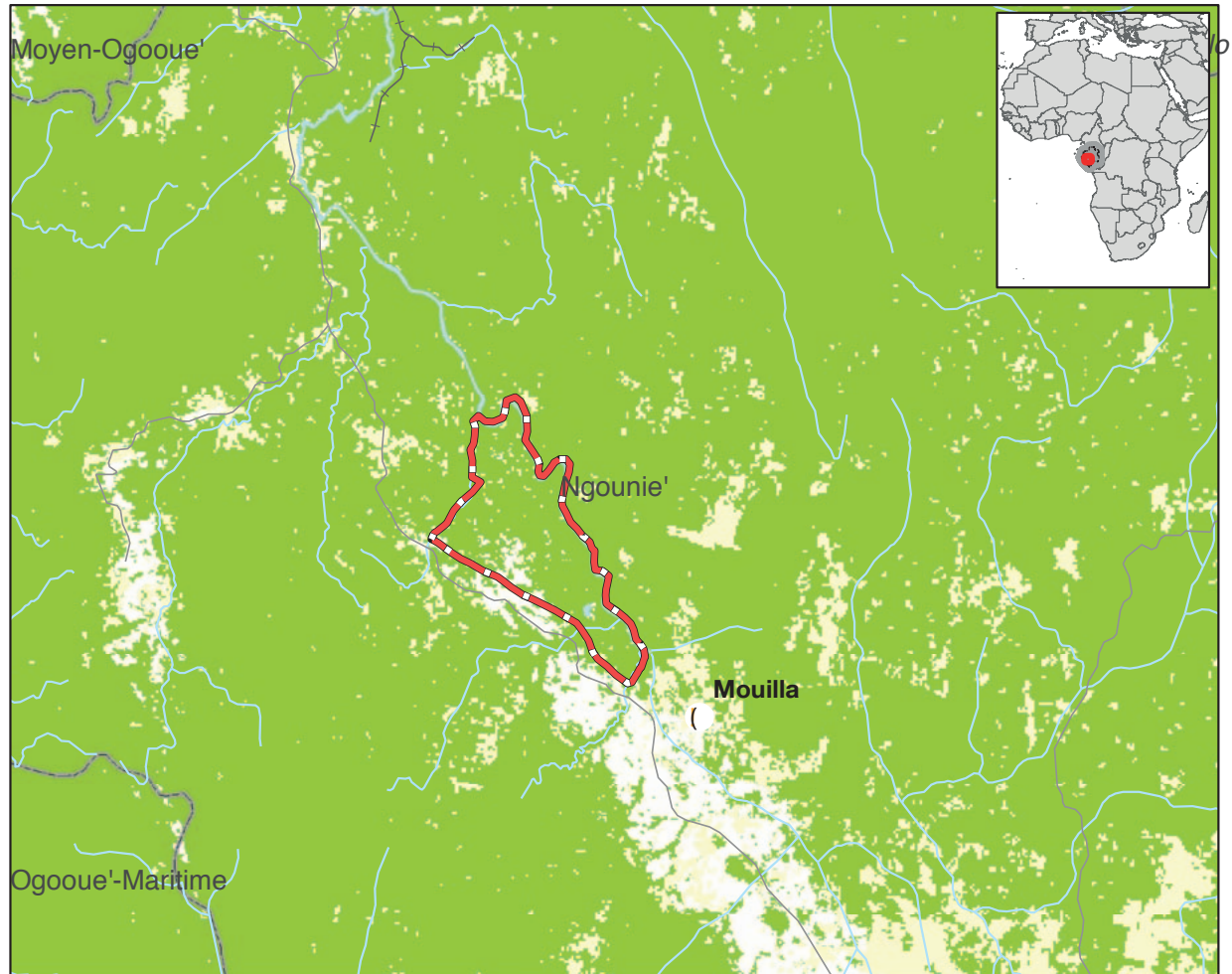
Olam, une des plus grandes entreprises mondiales du marché agroalimentaire, basée à Singapour, est établie en Afrique depuis plus de 20 ans. Elle a commencé ses activités sur le continent au Nigeria et au Cameroun. Actuellement, elle projette d'investir massivement dans divers projets, y compris dans des plantations de palmiers à huile, au cours des dix prochaines années.<sup>63</sup>

Le projet Olam Palm Gabon, débuté en collaboration avec le gouvernement en 2010<sup>64</sup>, a obtenu le droit d'exploiter près de 88 000 hectares de terres.<sup>65</sup> Le projet Kango et le projet Moulia, s'inscrivent dans un plan plus large qui pourrait couvrir un total de 300 000 hectares de plantations de palmiers à huile et de caoutchouc.<sup>66</sup> Même si l'entreprise a témoigné d'une volonté de se conformer aux procédures de la RSPO pour les nouvelles plantations (NPP)<sup>67</sup>, des études montrent que ces projets pourraient entraîner une déforestation significative et des conflits relatifs aux droits fonciers.<sup>68</sup>

Olam ne s'est pas engagé à cesser de convertir les forêts en plantations de palmiers à huile.



## Concession de palmier à huile Olam au Gabon, bloc sud



### Transports

- +—+—+ Voie ferrée
- Route principale
- Route secondaire

— Frontières administratives

### Espaces naturels importants

■ Zones protégées

● Pépinières



Projet de concession de palmier à huile

### Affectation des sols et couvert forestier

■ Terres agricoles

■ Forêts ouvertes (densité de la canopée : 20 - 40%)

■ Forêts denses (densité de la canopée supérieure à 40%)

Source : Modis Vegetation Continues Fields (Hansen, 2003) and GlobCover project (ESA, 2008)

Note : les limites de la concession sont indiquées à titre indicatif, basées sur différentes informations collectées par Greenpeace

## Étude de cas : Sime Darby, Liberia

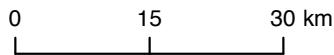
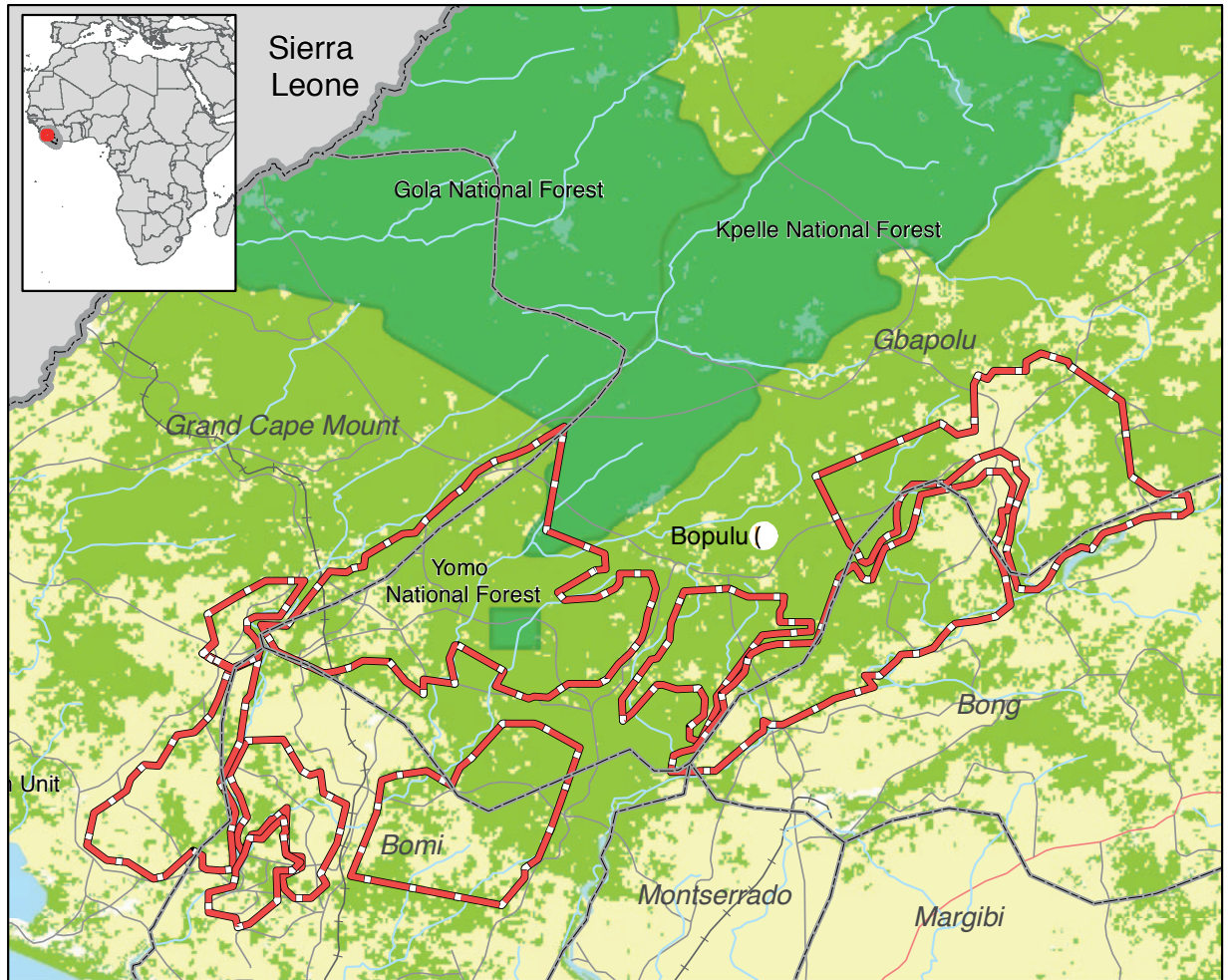
---

Sime Darby est la plus grande société cotée à la bourse malaise. En juillet 2009, elle a passé avec le gouvernement libérien un accord lui octroyant des concessions pour 220 000 hectares de terres situées au nord-ouest de la capitale, Monrovia, pour une période de 63 ans.<sup>69</sup>

Membre de la RSPO, la société s'engage à respecter le principe de consentement libre, informé et préalable tout au long du projet. Pourtant, l'accord a provoqué une opposition locale et des conflits sociaux dès sa signature. Selon des ONGs et des acteurs de la société civile, Sime Darby a massivement violé les droits des communautés locales.<sup>70</sup> Par ailleurs, un rapport de l'Université de Columbia conclut : « La réprobation des médias et le mécontentement des populations locales suscités par Sime Darby atteignent un niveau inégalé par toutes les autres concessions accordées aujourd'hui au Liberia. »<sup>71</sup>

Sime Darby ne s'est pour le moment pas engagé à cesser de convertir les forêts en plantations de palmiers à huile.

## Concession de palmier à huile Sime Darby au Sud-Ouest du Libéria



### Transports

- +— Voie ferrée
- Route principale
- Route secondaire

— Frontières administratives

### Espaces naturels importants

- Zones protégées

### Affectation des sols et couvert forestier

- Terres agricoles
- Forêts ouvertes (densité de la canopée : 20 - 40%)
- Forêts denses (densité de la canopée supérieure à 40%)

■ s ■ Projet de concession de palmier à huile

Source : Modis Vegetation Continues Fields (Hansen, 2003) and GlobCover project (ESA, 2008)

Note : les limites de la concession sont indiquées à titre indicatif, basées sur différentes informations collectées par Greenpeace

## Étude de cas : Golden Veroleum, Liberia

---

Golden Veroleum Liberia (GVL) apparaît avoir été établi par son principal investisseur, Golden Agri-Resources (GAR)<sup>72</sup>. En 2010, le gouvernement libérien lui a accordé une concession pour 220 000 hectares de plantations de palmiers à huile, auxquels il faut ajouter 40 000 hectares qui doivent être exploités en collaboration avec des petits propriétaires.<sup>73</sup>

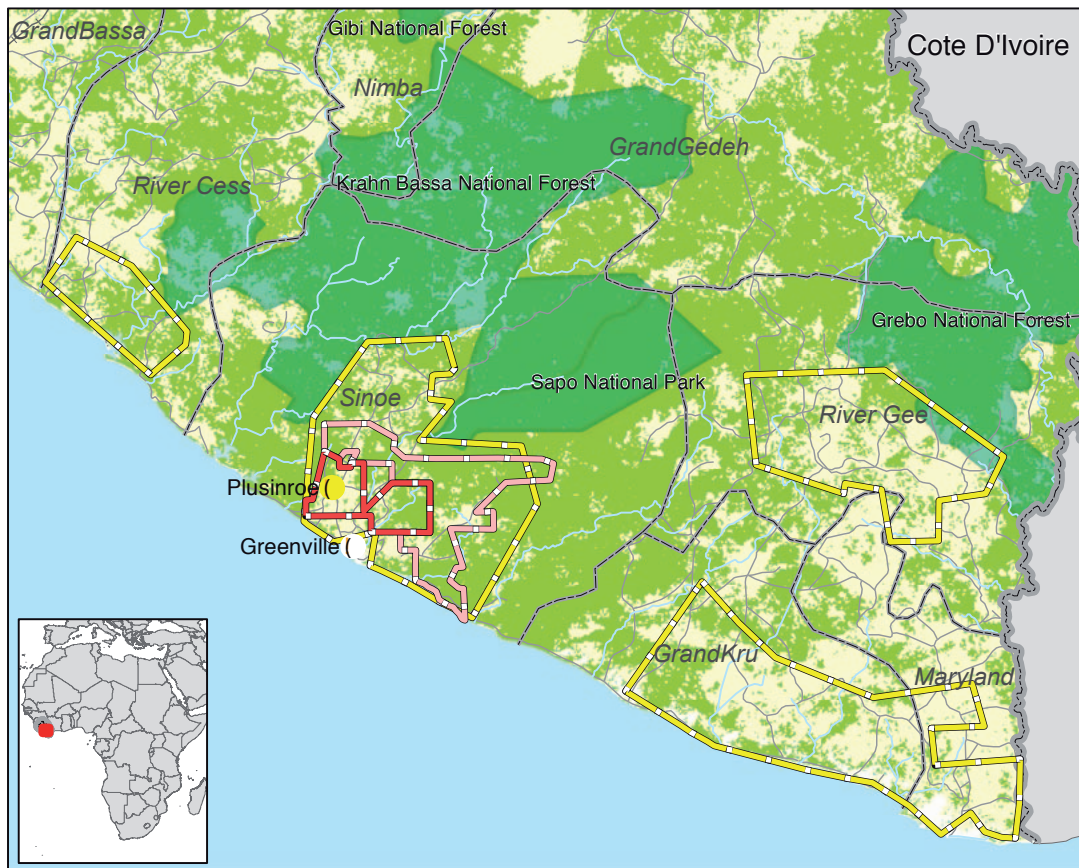
GAR est le premier producteur d'huile de palme à s'être engagé à « Zéro déforestation » dans sa production, à travers sa politique de conservation des forêts (Forest Conservation Policy, FCP) en février 2011.<sup>74</sup> En juin 2012, l'entreprise a publié un rapport sur les Hautes réserves de carbone (High Carbon Stock, HCS) qui présente les méthodes utilisées pour identifier les zones forestières constituant d'importantes réserves de carbone.<sup>75</sup>

**GAR a donné un exemple fort pour le reste de l'industrie de l'huile de palme, montrant qu'une entreprise pouvait identifier les forêts qui devaient être protégées.** Greenpeace fait campagne pour que les autres producteurs d'huile de palme prennent un engagement similaire.

GAR s'est engagé à appliquer cette politique à l'échelle mondiale, pour tous les projets que l'entreprise met en œuvre ou dans lesquels elle investit. Mais à l'heure actuelle, certains signes suggèrent que GVL n'est pas encore sur la voie de se conformer à la politique de GAR. GVL affirme qu'elle suit les procédures de la RSPO, mais des vérifications sont nécessaires et **des mesures urgentes sont nécessaires afin que l'entreprise mette en œuvre des mesures de protection pour les forêts stockant d'importantes réserves de carbone avant de précipiter la préparation des terres pour la plantation.** Sans cela, les progrès significatifs de GAR en Indonésie risquent d'être sapés en Afrique.

D'autres mesures semblent également être nécessaires pour s'assurer que le principe de consentement libre, informé et préalable est respecté. Un récent rapport universitaire soulignait que dans le projet GVL, de nombreux membres des communautés locales « semblaient abasourdis par l'ampleur des défrichages prévus, et ne semblaient pas comprendre qu'il serait très difficile pour eux de continuer à pratiquer leurs activités agricoles une fois que la compagnie se serait installée sur leurs terres traditionnelles ». <sup>76</sup>

## Concession de palmier à huile GAR-Golden Veroleum dans le Sud-Est du Libéria



— Frontières administratives

● Pépinières

▭ Développement actuel

▭ Zone de développement proposé pour la phase 2

▭ Zone potentielle de développement

### Transports

— Voie ferrée

— Route principale

— Route secondaire

### Espaces naturels importants

■ Zones protégées

### Affectation des sols et couvert forestier

■ Terres agricoles

■ Forêts ouvertes (densité de la canopée : 20 - 40%)

■ Forêts denses (densité de la canopée supérieure à 40%)

0 30 60 km

Source : Modis Vegetation Continues Fields (Hansen, 2003) and GlobCover project (ESA, 2008)

Disclaimer: The concession area indicated is based on various information received by Greenpeace.

# Conclusion

---

## Priorité aux forêts et aux communautés

Pour Greenpeace, la demande mondiale qui génère l'expansion des grandes plantations de palmiers à huile dans les pays d'Afrique centrale et occidentale ne doit pas être satisfaite aux dépens des forêts naturelles qui subsistent ni menacer les droits et les moyens de subsistance des populations locales.

Greenpeace appelle tous les pays, les institutions, les entreprises et les investisseurs étrangers à assumer toute la responsabilité de leurs pratiques, et de leur impact. Ils doivent le faire en adoptant et en mettant en œuvre des politiques volontaires pour éviter et lutter contre les conséquences sociales et environnementales des acquisitions de terres et de l'expansion de l'industrie de l'huile de palme.

Il est crucial en particulier que l'ensemble des négociations et des accords concernant l'acquisition de terres répondent à un principe de transparence<sup>77</sup> et que les droits fonciers des populations soient renforcés et respectés.

Tout nouvel accord portant sur de larges étendues de terres pour des projets agro-industriels en Afrique devrait être suspendu jusqu'à ce que soient établies des conditions et les modalités claires qui encadreront ces accords, y compris des plans nationaux participatifs de conservation et d'usage des terres.

De façon immédiate, Greenpeace appelle les entreprises industrielles de l'huile de palme à adopter et à mettre en œuvre des politiques « zéro déforestation » qui assurent :

### La protection des forêts naturelles :

**En mettant fin à la conversion de zones forestières en plantations ou en terres destinées à tout autre usage non forestier, y compris dans les concessions existantes.**

### La protection des forêts naturelles

- En identifiant les zones forestières, par rapport aux forêts dégradées, et en assurant leur conservation, en se référant à des méthodologies telles que les forêts à Hautes réserves de carbone (High Carbon Stock, HCS)<sup>78</sup> et les zones à Haute valeur de conservation (High Conservation Value, HCV), ainsi qu'aux procédures RSPO pour les nouvelles plantations.
- En adoptant des politiques et des méthodes applicables à toutes leurs filiales et à tous leurs fournisseurs, et à leurs activités dans le monde entier.
- Le respect des droits des populations indigènes et des communautés locales affectées par les plantations.

### Le respect des droits des populations indigènes et des communautés locales affectées par les plantations

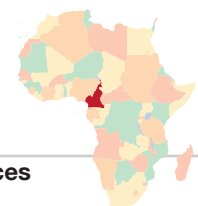
- En garantissant, au strict minimum, le consentement libre, informé et préalable des communautés qui possèdent des droits, relevant du droit écrit ou coutumier, sur les terres destinées à des plantations de palmiers à huile.

En adoptant un mode de développement générant de faibles émissions de CO<sub>2</sub>, l'ensemble de la région peut protéger ses forêts, respecter les droits des communautés qui y vivent, parvenir à la souveraineté alimentaire et favoriser le développement économique, tout en contribuant à préserver le climat mondial.

# Appendice 1

## Projets annoncés de plantations de palmiers à huile en Afrique tropicale en 2012 (liste non exhaustive)

Ce tableau présente à titre indicatif plusieurs projets de plantations de palmier à huile annoncés en 2011 et 2012 pour l'Afrique. Il est établie à partir de diverses informations collectées par Greenpeace.



### Cameroun

Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
Littoral, Nkam, Yabassi	Sime Darby	Palmier à huile et/ou Hévéa (caoutchouc)	430 000 ha (40 000 ha déjà alloués)	Terres agricoles et forêt naturelle	Sime Darby (Malaisie)	L'accord est en cours de négociation. Il semble que la zone initialement proposée par le gouvernement contenait trop de forêts à haute valeur de conservation	Minader (2011). Tableau synoptique des lots de terre à sécuriser par le Mindaf autitre du BIP de l'exercice budgétaire 2012, Ministère de l'Agriculture et du développement rural David Hoyle, Patrice Levang (2012). Le développement du palmier à huile au Cameroun, WWF - IRD - CIFOR
Littoral, Centre, Sud	SOCAPALM	Palmier à huile	78 529 ha	Plantations existantes (env. 43 000 ha), forêts naturelles	Bolloré (France)	Signé en 2000 pour 60 ans	Exposé de situation (2010): L'impact de la privatisation de la SOCAPALM sur les communautés et l'environnement au Cameroun, Misereor, CED, Sherpa, Focarfe, Decembre 2010 SGBC (2008), Socapalm, note d'information pour l'augmentation de capital de Socapalm par appel public à l'épargne Isabelle Alexandra Rico, Julien François Gerber (2010). Dix réponses à dix mensonges à propos de la Socapalm, WRM bulletin N° 155
Meyomessala, au sud de la réserve du Dja	Sud Cameroun Hevea (Hevea - Sud)	Palmier à huile, Hévéa (caoutchouc)	45 200 ha	Domaine forestier permanent	GMG (Singapour)	Débutée en 2010, la plantation devrait être opérationnelle d'ici 4 ans	<a href="http://gmg.listedcompany.com/profile.html">http://gmg.listedcompany.com/profile.html</a> (consulté en Aout 2012) Minader (2011). Op cit. <a href="http://af.reuters.com/article/cameroonNews/idAFL6E7NC42R20111212">http://af.reuters.com/article/cameroonNews/idAFL6E7NC42R20111212</a> (consulté en aout 2012)
Ocean (Bella)	Biopalm energy ltd	Palmier à huile	200 000 ha (3 300 ha déjà alloués)	Domaine forestier permanent	SIVA group (Singapour) ; SIC (Société d'investissement nationale)	Signé en août 2011	<a href="http://www.forestpeoples.org/topics/palm-oil-rspo/news/2011/10/biopalm-plantation-will-lead-destruction-bagyelli-communities-camer">http://www.forestpeoples.org/topics/palm-oil-rspo/news/2011/10/biopalm-plantation-will-lead-destruction-bagyelli-communities-camer</a> (consulté en aout 2012) Coastweek, 19 may 2012 <a href="http://palmnews.mpob.gov.my/palmnewsdetails/palmnewsdetail.php?idnews=10585">http://palmnews.mpob.gov.my/palmnewsdetails/palmnewsdetail.php?idnews=10585</a> (consulté en aout 2012) Minader (2011). op.cit.
-	Cargill	-	50 000 ha	-	Cargill (US) API (Cameroun)	En cours de négociation	<a href="http://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL5E8GMFNE20120522">http://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL5E8GMFNE20120522</a> (consulté en aout 2012)
Littoral, Nkam, Yabassi	PALMCO (Palm Oil Company)	Palmier à huile	100 000 hectares (30 000 déjà alloués)		PALMCO (Cameroun)	En cours de négociation	Minader (2011) op cit
Sud Ouest	SGSOC	Palmier à huile	69 975 ha	Terres agricoles et forêt naturelle	Herakles capital (US)	Travaux de plantation commencés en avril 2012	<a href="http://heraklesfarms.com/locations.html">http://heraklesfarms.com/locations.html</a> (consulté en aout 2012) Martin Jung (2012). The U.S. investors and African palm oil, Save Wildlife, march 2012

## Congo



Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
Cuvette, Sanga	ATAMA Plantations sarl	Palmier à huile	470 000 ha	Forêt naturelle	ATAMA (Malaisie)	Signé en décembre 2010 pour 30 ans	<a href="http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2012/2/3/business/10668665&amp;sec=business">http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2012/2/3/business/10668665&amp;sec=business</a> (consulté en aout 2012) <a href="http://farmlandgrab.org/post/view/18423">http://farmlandgrab.org/post/view/18423</a> (consulté en aout 2012) <a href="http://www.wascoenergy.com/index.php/news-a-events/archived-press-reports/91?tid=714">http://www.wascoenergy.com/index.php/news-a-events/archived-press-reports/91?tid=714</a> (consulté en aout 2012)
	CIB	Cacao et Palmier à huile		Terres agricoles	OLAM (Singapour)	En cours de négociation	rencontre avec Greenpeace en mai 2012
Mbé, Niari	ENI	Palmier à huile	70 000 ha	Savanne	ENI (Italie)	Accord signé avec le Gouvernement du Congo	Carrere R (2010). Op cit. <a href="http://www.aefjn.org/index.php/materiel-410/articles/les-activites-de-eni-au-congo-brazzaville.html">http://www.aefjn.org/index.php/materiel-410/articles/les-activites-de-eni-au-congo-brazzaville.html</a> (consulté en aout 2012) <a href="http://www.afriquinfos.com/articles/2011/8/24/brevesdafrique-185399.asp">http://www.afriquinfos.com/articles/2011/8/24/brevesdafrique-185399.asp</a> (consulté en aout 2012)

## Côte d'Ivoire



Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
	Cargill	Palmier à huile	50 000 ha		Cargill (US)	En cours de négociation	<a href="http://www.africabusinessmarket.com/actualite/article-2736-27-42.html">http://www.africabusinessmarket.com/actualite/article-2736-27-42.html</a> (consulté en aout 2012) <a href="http://farmlandgrab.org/post/view/20606">http://farmlandgrab.org/post/view/20606</a> (consulté en aout 2012)
Sud	PALMCI (Nauvu)	Palmier à huile	160 000 ha	Anciennes plantations, forêt naturelle	SIFCA (France, 50%), Wilmar (Singapour, 25%), OLAM (Singapour, 25%)	Prévoit d'augmenter sa production en Afrique de 500 000 tonnes par an. (Ce qui peut représenter une surface de 250 000 ha)	Carrere, R., 2010.op cit. <a href="http://www.agencecofin.com/industrie/1605-4849-sifca-s-interesse-a-l-afrique-centrale-et-au-riz">http://www.agencecofin.com/industrie/1605-4849-sifca-s-interesse-a-l-afrique-centrale-et-au-riz</a> (consulté en aout 2012) <a href="http://www.groupesifca.com">www.groupesifca.com</a> (consulté en aout 2012)

## République démocratique du Congo



Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
	Plantations et Huileries du Congo	Palmier à huile	70 000 ha	Plantations existantes (15 000 ha) et autres non précisé	TriNorth (Canada) via Feronia	Plantation en cours	Carrere R (2010) Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur. Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales. <a href="http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf">http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf</a>
Lisala	Nocafex	Palmier à huile, Hévée (caoutchouc)	60 000 ha		Nocafex (Belgique)	300 ha déjà plantés	<a href="http://famille-theys-congo-belge.skynetblogs.be/">http://famille-theys-congo-belge.skynetblogs.be/</a> <a href="http://www.nocafex.com">www.nocafex.com</a>

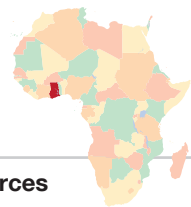


## Gabon



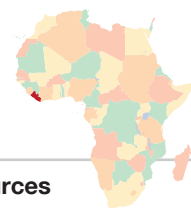
Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
Makouké	SIAT	Palmier à huile, Hévéa (caoutchouc)	35 000 ha	Forêt naturelle	SIAT (Belgique)	En cours de négociation	<a href="http://www.legriot.info/6193-gabon-devenir-le-premier-producteur-africain-dhuile-de-palme/">http://www.legriot.info/6193-gabon-devenir-le-premier-producteur-africain-dhuile-de-palme/</a> (consulté en août 2012)
Kango, Mouilla	OLAM	Palmier à huile, Hévéa (caoutchouc)	Phase 1 : 27 000 ha ; Phase 2 : 100 000 ha	Forêt naturelle, savanne	OLAM (80%) / République du Gabon (20%)	La préparation du terrain a débuté en 2011. La 2 <sup>nd</sup> e phase est prévue de 2013 à 2016. Concessions attribuées pour 50 ans. Début de production prévu en 2015.	<a href="http://www.legriot.info/6193-gabon-devenir-le-premier-producteur-africain-dhuile-de-palme/">http://www.legriot.info/6193-gabon-devenir-le-premier-producteur-africain-dhuile-de-palme/</a> (consulté en août 2012) Rencontre avec Greenpeace en juin 2012

## Ghana



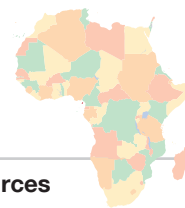
Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
Twifo Manpong	TOPP	Palmier à huile	3 000 ha	Terres agricoles (petits propriétaires)	AFD, Gouvernement du Ghana, Unilever		<a href="http://business.myjoyonline.com/pages/news/201207/89802.php">http://business.myjoyonline.com/pages/news/201207/89802.php</a> (consulté en août 2012)
Dodo Pepesu	Herakles Farms	Palmier à huile	4 364 ha	Terres agricoles	Herakles capital (US)	Début de la plantation prévue en 2012	<a href="http://www.heraklescapital.com/docs/Herakles%20Farms%20Final%20Pepesu%20and%20RSP0%20Press%20Release.pdf">http://www.heraklescapital.com/docs/Herakles%20Farms%20Final%20Pepesu%20and%20RSP0%20Press%20Release.pdf</a> (consulté en août 2012)

## Liberia



Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
Sinoe ; River Cess ; Grand Cru ; Maryland ; Grand Gedeh	Golden Agri VerOleum	Palmier à huile	220 000 ha	Terres agricoles et forêt naturelle	Sinar Mas (Indonésie)	Plantation en cours. Objectifs de plantation en 2012 : 5 000 ha	<a href="http://www.africa-confidential.com/whos-who-profile/id/3238/">http://www.africa-confidential.com/whos-who-profile/id/3238/</a> (consulté en août 2012)
Palm Bay, River Cess, Butaw	Equatorial Palm Oil	Palmier à huile	169 000 ha	Plantations abandonnées (10,000 ha), terres agricoles et forêt naturelle	Equatorial Palm Oil (Royaume uni), Biopalm Energy Ltd (Singapour)	Plantation commencée en 2011	Carrere R (2010) Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur. Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales. <a href="http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf">http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf</a> www.epoil.co.uk
Grand Cape Mount, Bomi, Bong, Gbarpolu	Sime Darby	Palmier à huile	220 000 ha	Terres agricoles et forêt naturelle	Sime Darby (Malaisie)	Signé en 2009 pour 63 ans. Plantation commencée en 2011	Sophie Chapelle (2012), Huile de palme : vivre ou conduire, il faut choisir, Basta! - Les Amis de la Terre Frazer Lanier, Ashoka Mukpo, and Frithiof Wilhelmsen (2012), Smell No Taste, Center for International Conflict Resolution, Columbia University - School of International and Public Affairs

## Sao Tomé-et-Principe



Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
	Agripalma (SOCFINCO)	Palmier à huile, biodiésel	5 000 ha	Anciennes plantations, forêt naturelle	Bolloré (France)	Signé en 2009 pour 25 ans, début de la production prévue en 2015	Carrere R (2010) op cit.

## Sierra Leone



Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
Pujehun district	SOCFIN SL	Palmier à huile, Hévéa (caoutchouc)	11 500 ha	Terres agricoles	Bolloré (France)	Signé en avril 2011	Mousseau F (2012.) Comprendre les investissements fonciers en Afrique. Le projet Socfin en Sierra Leone. Oakland Institute
	Sierra Leone Agriculture Ltd	Palmier à huile	41 582 ha		Caparo Renewable Agriculture LLC (Royaume Uni)		Carrere, R., 2010. op cit. Roundtable on Sustainable Palm Oil, 2012. www.rspo.org/en/member/698 (consulté en aout 2012)
Kailahun district	Goldtree	Palmier à huile	30 800 ha	Anciennes plantations	PHATISA, Finnish fund for industrial cooperation, African Agriculture Fund [AAF], Pan-African Agribusiness Ltd	Débuté en 2007	Carrere, R., 2010. op cit.
Port Loko district	Quifel Agribusiness Ltd	Palmier à huile, canne à sucre (agrocarburants) et autre agriculture d'exportation	130 000 ha	Terres communautaires	Quifel International (Portugal)	Créé en 2008	Carrere, R., 2010. op cit. Oakland Institute (2011). Quifel international holdings in Sierra Leone, Oakland Institute

## Ouganda



Pays	Compagnie	Type de cultures	Etendue du projet	Nature du terrain	Origine des financements	Situation du projet	Sources
Kalangua islands (Lac Victoria)	Oil Palm Uganda Ltd	Palmier à huile	40 000 ha	Anciennes plantations, forêt naturelle	Wilmar (Singapour), Bidco Oil Refineries (Kenya), Josovina Commodities (Singapour)	Lancé en 2003	Carrere, R., 2010. op cit. Friends of the Earth international, 2012. Land grabbing: trampling human rights in Uganda. article en ligne, Avril 2004. www.foei.org/en/what-we-do/land-grabbing/latest-news/2012/04/04 (consulté en aout 2012) Bidco Uganda Ltd., 2011. Environmental impact. www.bul.co.ug/palm-oil/environment.html (consulté en aout 2012)

# Notes de fin

- 1 Greenpeace International (2007). How the palm oil industry is cooking the climate. <http://www.greenpeace.org.uk/media/reports/cooking-the-climate>
- 2 Greenpeace International (2012). Good Oil: A solution to destructive industrial-scale oil palm plantations. [http://www.greenpeace.org/international/Global/international/code/2012/Forest\\_Solutions\\_2/goodoil.html](http://www.greenpeace.org/international/Global/international/code/2012/Forest_Solutions_2/goodoil.html)
- 3 USDA (2007). Commodity Intelligence Report. [http://www.pecad.fas.usda.gov/highlights/2007/12/Indonesia\\_palmoil/](http://www.pecad.fas.usda.gov/highlights/2007/12/Indonesia_palmoil/)
- 4 FAO (online). Palm oil and palm kernel production figures. FAOSTAT online database, downloaded 21 August 2012.
- 5 Oil World (2012). Oil World Database. ISTA Mielke GmbH. June 2012
- 6 - 8 Ibid.
- 9 The Star (2011). Global demand for palm oil growing rapidly. The Star Online. 10 March 2011. Citing Thomas Mielke, Executive Director of ISTA Mielke GmbH.
- 10 Greenpeace International (2007), op cit.
- 11 Lötschert W & Beese G (1983). Collins Guide to Tropical Plants.
- 12 MPOC (online). The Oil Palm Tree. Malaysian Palm Oil Council [http://www.mpoc.org.my/The\\_Oil\\_Palm\\_Tree.aspx](http://www.mpoc.org.my/The_Oil_Palm_Tree.aspx)
- 13 Dallinger J (2011). Oil palm development in Thailand, in: Colchester M & Chao S, eds (2011). Oil Palm Expansion in South East Asia. Forests People Programme/Perkumpulan Sawit Watch, 249pp
- 14 Nellemann C, Miles L, Kaltenborn BP, Vitore M & Ahlenius H (Eds) (2007). The Last Stand of the Orangutan, UNEP 2007. p28 <http://www.grida.no/publications/rr/orangutan/>
- 15 Oil World (2012), op cit.
- 16 DNPI (2010). Indonesia's greenhouse gas abatement cost curve, Dewan Nasional Perubahan Iklim, Indonesia, August 2010
- 17 For references, see: Greenpeace International (2010). How Sinar Mas is Pulping the Planet. <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/SinarMas-APP/>
- 18 Sawit Watch (2011). What Happen in the Indonesian Palm Oil Industry <http://sawitwatch.or.id/2011/09/what%E2%80%99s-happen-in-the-indonesian-palm-oil-industry-2/>
- 19 See for example: Greenpeace International (2011). Indonesia's Forests and Peatlands: Legally protected areas, proposed moratorium areas, and forests and peatlands at risk. <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/Indonesias-Forests-and-Peatlands/>
- 20 Golden Agri-Resources (2011). Golden Agri-Resources Initiates Industry Engagement for Forest Conservation. Press release, 9 February 2011. <http://www.goldenagri.com.sg/110209%20Golden%20Agri-Resources%20Initiates%20Industry%20Engagement%20for%20Forest%20Conservation.pdf>
- 21 Oil World (2012), op cit.
- 22 Carrere R (2010), par Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur. Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales. [http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier\\_a\\_huile\\_en\\_Afrique.pdf](http://wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf)
- 23 Oil World (2012), op cit.
- 24 Carrere R (2010), op cit.
- 25 Carrere R (2010), op cit.
- 26 GRAIN (2012). Land Grab Dataset. <http://www.grain.org/article/entries/4479-grain-releases-data-set-with-over-400-global-land-grabs>
- 27 Anseeuw W et al (2012). Transnational Land Deals for Agriculture in the Global South: Analytical report based on the Land Matrix Database. CDE/CIRAD/GIGA. ISBN 978-92-95093-71-3
- 28 The Oakland Institute (2012). Comprendre les investissements en Afrique. Le project SOCFIN en Sierra Leone : <http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/rapportOISocfinAvril2012enfrancais.pdf>
- 29 WRI (2005). Millennium Ecosystem Assessment. Ecosystems and Human Well-being: Biodiversity Synthesis. World Resources Institute. Washington DC
- 30 Dewi S, Khasanah N, Rahayu S, Ekadinata A & Van Noordwijk M (2009). Carbon Footprint of Indonesian Palm Oil Production: a Pilot Study. Bogor, Indonesia. World Agroforestry Centre - ICRAF, SEA Regional Office Centre - ICRAF, SEA Regional Office
- 31 IPCC (2006). Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories. Volume 4, table 4.7 Conversion factor of dry matter to carbon content: 0.5
- 32 Schoneveld G (2011). The anatomy of large scale farmland acquisitions in sub Saharan Africa. Working paper 85, CIFOR
- 33 Ibid.
- 34 See, inter alia: <http://www.oxfam.org/en/grow/issues/land-grabs>, <http://www.grain.org/>, <http://farmlandgrab.org/> and <http://www.oaklandinstitute.org/land-rights-issue>
- 35 The Oakland Institute (2010). (Mis)Investment in Agriculture: The Role of the International Finance Corporation in the Global Land Grab. <http://www.oaklandinstitute.org/misinvestment-agriculture-role-international-finance-corporation-global-land-grab>
- 36 The Oakland Institute (2011). Understanding Land Investment Deals in Africa, Land Deals Brief: The Myth of Economic Development. <http://www.oaklandinstitute.org/land-deals-brief-myth-economic-development>
- 37 Ibid.
- 38 Schoneveld G (2011), op cit.
- 39 La Convention a été publiée anonymement sur le site internet suivant : <http://cameroonveritas.files.wordpress.com/2011/08/sgsoconvention1.pdf>
- 40 Ibid.
- 41 Summary Report of ESIA and HCV Assessments SG Sustainable Oils Cameroon: Nguti, Mundemba & Toko Subdivisions, Republic of Congo. Taken from: Linder J et al (2012). An Open Letter about the Environmental and Social Impacts of a Massive Oil Palm Development in Cameroon. 20 March 2012. [http://www.save-wildlife.com/downloads/save\\_the\\_forest/scientists\\_letter\\_herakles\\_farms.pdf](http://www.save-wildlife.com/downloads/save_the_forest/scientists_letter_herakles_farms.pdf)
- 42 Linder J et al (2012). An Open Letter about the Environmental and Social Impacts of a Massive Oil Palm Development in Cameroon, 20 March 2012 [http://www.save-wildlife.com/downloads/save\\_the\\_forest/scientists\\_letter\\_herakles\\_farms.pdf](http://www.save-wildlife.com/downloads/save_the_forest/scientists_letter_herakles_farms.pdf)
- 43 Establishment Convention, op cit.
- 44 Centre pour l'Environnement et le Développement (2012). LE TREZIEME TRAVAIL D'HÉRAKLÈS? Etude sur la concession foncière de SGSOC dans le Sud-Ouest du Cameroun [http://www.cedcameroun.org/images/documents/Heracles\\_13\\_fr.pdf](http://www.cedcameroun.org/images/documents/Heracles_13_fr.pdf)
- 45 Capital IQ (Standard & Poors) database. "Private Placements" transaction summary for the Blackstone Group, created April 13, 2012. Page 16. The entry says that the "seller" was Sithe Global Power, LLC. According to its web site ([www.sitheglobal.com/team/investors/blackstone.htm](http://www.sitheglobal.com/team/investors/blackstone.htm)) Sithe is owned by the Blackstone Group.
- 46 Based on Greenpeace research undertaken in 2012, although company officials claim there is no tie between Herakles and Blackstone, company records indicate that companies owned and controlled by Blackstone - such as Sithe Global - share executives (including CEO Bruce Wrobel) with Herakles, as well as common phone numbers and business addresses. In addition, there are personal ties between individuals associated with both companies. Copy of memorandum on file.
- 47 Herakles Capital (online). Accessed 24 August 2012. <http://www.heraklescapital.com/agriculture.html>
- 48 Establishment Convention, op cit.
- 49 Centre pour l'Environnement et le Développement (2012), op cit.
- 50 Conservation International (online). The biodiversity hotspots. Accessed 24 August 2012. [http://www.biodiversityhotspots.org/xp/hotspots/west\\_africa/Pages/Default.aspx](http://www.biodiversityhotspots.org/xp/hotspots/west_africa/Pages/Default.aspx)
- 51 Herakles Farms (2012). International press release from 15 June 2011. Herakles Farms develops sustainable palm oil plantations in Cameroon and Ghana. ("... no planting on primary forest or High Conservation Value forest will be done ...") <http://heraklesfarms.com/news.html> (accessed 09 August 2012)
- 52 Linder J et al (2012), op cit.
- 53 Asamoah Augustus (2011). Ghana Wildlife Society. Assessment of High Conservation Value on the SGSOC Concession for Oil Palm Development in South-Western Cameroon - submitted to SG-Sustainable Oil - Cameroon. Page 4 of the report states: "... it now consists primarily of fragmented and degraded landscape devoid of any large tracts of the original moist evergreen lowland forest". Accessed 24 August 2012. <http://cameroonveritas.files.wordpress.com/2012/01/sg-high-conservation-value-assessment.pdf>
- 54 HCV Network Technical Panel (2012). Peer review of Assessment of High Conservation Value on the SGSOC Concession for Oil Palm Development in South-Western Cameroon. Accessed 24 August 2012. [http://www.hcvnetwork.org/resources/assessments/SGSOC%20review\\_HCV%20TP\\_full%20final%20public.pdf](http://www.hcvnetwork.org/resources/assessments/SGSOC%20review_HCV%20TP_full%20final%20public.pdf)
- 55 Herakles Farms, various press statements. <http://heraklesfarms.com/news.html>
- 56 Save Wildlife Conservation Fund (2012). Cameroonians fight for their biological treasure trove, together with international NGOs against deforestation. [http://www.save-wildlife.com/en/news/330-cameroonians-fight-for-their-biological-treasure-trove;orGreenpeaceInternational\(2012\).HeraklesFarmsandhowaUSagri-corporationsparkedangerinAfrica.BlogbyFilipVerbelen,6July2012.](http://www.save-wildlife.com/en/news/330-cameroonians-fight-for-their-biological-treasure-trove;orGreenpeaceInternational(2012).HeraklesFarmsandhowaUSagri-corporationsparkedangerinAfrica.BlogbyFilipVerbelen,6July2012.) <http://www.greenpeace.org/international/en/news/Blogs/makingwaves/how-an-american-corporation-sparked-anger/blog/41279/>
- 57 Pro Wildlife - SAVE, Rettet den Regenwald & KRCS (2010). RSPO grievance against the US company Herakles Farms and its national subsidiary Sithe Global Sustainable Oils Cameroon. [http://www.save-wildlife.com/downloads/save\\_the\\_forest/RSPO\\_Grievance.pdf](http://www.save-wildlife.com/downloads/save_the_forest/RSPO_Grievance.pdf)
- 58 Order of the High Court at Mundemba of 5 October 2011, suit no. HCN/03/05/2011 (Struggle to Economise Future Environment v. SGSOC Ltd.)
- 59 Centre pour l'Environnement et le Développement (2012), op cit.
- 60 Centre pour l'Environnement et le Développement (2012), op cit.
- 61 Mark John (2012). Africa Palm-oil plan pits Activists vs N-Y investors. Reuters. <http://www.reuters.com/article/2012/07/18/us-africa-palm-idUSBRE86H09320120718;and> <http://graphics.thomsonreuters.com/12/07/PalmOil.pdf>
- 62 Ibid.
- 63 Olam (online). <http://olamonline.com>
- 64 Olam (2010). Press release, 13 November 2010. [http://olamonline.com/wp-content/uploads/2011/12/gabon\\_palm-press\\_release\\_13nov2010.f.pdf](http://olamonline.com/wp-content/uploads/2011/12/gabon_palm-press_release_13nov2010.f.pdf)
- 65 Olam Palm Gabon (2012). Environment Impact study, April 2011; and SGS, Olam international Ltd, RSPO Notification of proposed new planting, 30 January 2012
- 66 Olam (2010), op cit.
- 67 Ibid.
- 68 FERN (2012). Les droits fonciers au Gabon, faire face au passé - et au present Page 133: OLAM as the focus of popular discontent : <http://www.fern.org/fr/lesdroitsfonciersauGabon>
- 69 Sime Darby (online). Sime Darby Plantation in Liberia. Accessed 24 August 2012. [http://www.simedarbyplantation.com/Sime\\_Darby\\_Plantation\\_in\\_Liberia.aspx](http://www.simedarbyplantation.com/Sime_Darby_Plantation_in_Liberia.aspx)
- 70 Forest Peoples Programme (2012). Liberia : le développement de l'agro-industrie menace les forêts et les moyens de subsistance des communautés locales : <http://www.forestpeoples.org/fr/topics/huile-de-palme-et-la-rspo-table-ronde-sur-la-production-durable-d-huile-de-palme/news/2012/04>
- 71 Center for International Conflict Resolution (2012). Smell-No-Taste: The social impact of foreign direct investment in Liberia. Columbia University, School of International and Public Affairs. <http://www.cicr-columbia.org/wp-content/uploads/2012/01/Smell-No-Taste.pdf>
- 72 Golden Veroleum (2010a). Government of Liberia and Golden Veroleum to form partnership in US\$1.6 billion sustainable palm oil project. Press release, 2 September 2010. <https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=sites&srcid=dmVyb2xldW0uY29tfHd3d3xneDoxNDJhYWE2M2I4OWY0YjQ5>
- 73 Golden Veroleum (2010b). Golden Veroleum (Liberia) Inc signs Oil Palm Concession Agreement with Government of Liberia. Press release, 16 August 2010. <https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=sites&srcid=dmVyb2xldW0uY29tfHd3d3xneDo3YzVkrMWRiYjK3MzIxYjYj>
- 74 Golden Agri-Resources (2011), op cit.
- 75 Golden Agri-Resources and SMART in collaboration with The Forest Trust and Greenpeace (2012). High carbon stock forest study report, Defining and identifying high carbon stock, forest areas for possible conservation. [http://www.goldenagri.com.sg/pdfs/misc/High\\_Carbon\\_Stock\\_Forest\\_Study\\_Report.pdf](http://www.goldenagri.com.sg/pdfs/misc/High_Carbon_Stock_Forest_Study_Report.pdf)
- 76 Center for International Conflict Resolution (2012), op cit, page 56.
- 77 The report released by Oakland Institute, Global Witness and International Land Coalition in April 2012, *Dealing with disclosure: improving transparency in decision-making over large-scale land acquisitions, allocations and investments*, provides key recommendations for decision-makers for improving people's ability to defend their rights and to hold governments and enterprises to account. <http://www.globalwitness.org/library/dealing-disclosure>
- 78 Golden Agri-Resources and SMART in collaboration with The Forest Trust and Greenpeace (2012), op cit.

# GREENPEACE

Greenpeace est une organisation indépendante des États, des pouvoirs politiques et économiques. Elle agit selon les principes de non-violence et de solidarité internationale, en réponse à des problématiques environnementales globales.

Son but est de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions qui contribuent à la protection de la planète et à la promotion de la paix.

En 40 ans, Greenpeace a obtenu des avancées majeures et pérennes.

Elle est soutenue par trois millions d'adhérents à travers le monde, dont 150 000 en France.

**Pour plus d'informations :**

[pressdesk.int@greenpeace.org](mailto:pressdesk.int@greenpeace.org)

JN 430

Élaboré en septembre 2012  
par Greenpeace International

Publié par :

**Greenpeace International**

Ottho Helderlingstraat 5  
1066 AZ Amsterdam  
The Netherlands  
Tel: +31 20 7182000